

Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement

Béthune, le 26 MAI 2014

Unité Territoriale de l'Artois
Centre Jean Monnet I
12 Avenue de Paris
Entrée Asturies – Bâtiment A
62400 BETHUNE
Téléphone : 03.21.63.69.00
Télécopie : 03.21.01.57.26

**RAPPORT
AU CONSEIL DEPARTEMENTAL
DE L'ENVIRONNEMENT
ET DES RISQUES SANITAIRES ET TECHNOLOGIQUES**
---0---

Affaire suivie par Franck WAREMBOURG
Téléphone : 03.21.63.69.01
Courriel : franck.warembourg@developpement-durable.gouv.fr

Références : FW/MDH B4-169-2014
OI-MANUFACTURING FRANCE_WINGLES_RAPCO_070.01335_22052014

Équipe : B4
N° S3IC : 070.01335
Type d'établissement : AIPNIED
Objet : Constitution des garanties financières pour la mise en sécurité des installations
Réf : Transmissions de la société OI-MANUFACTURING FRANCE du 17 décembre 2013 et 16 mai 2014

RENSEIGNEMENTS GENERAUX SUR L'ETABLISSEMENT

- Raison sociale : O-I MANUFACTURING FRANCE - Usine de Wingles
- Adresse de l'établissement : Avenue de la Verrerie – BP 61 – 62 410 WINGLES
- Adresse du siège social : 64 Bd du 11 novembre 1918 – BP 1228
69 611 VILLEURBANNE CEDEX
- Téléphone : 03.21.69.29.00
- Activité : Verrerie
- Contacts dans l'entreprise : M. Nicolas DANIEL – Responsable Environnement
M. Yves OTRZONSEK
- Inspecteur de l'Environnement
Spécialité « Installations Classées » : Franck WAREMBOURG

Sommaire :

1. Objet du présent rapport
2. Contexte réglementaire
3. Présentation succincte de l'établissement
4. Examen du montant des garanties financières
5. Conclusion

Annexe :

1. Projet d'Arrêté Préfectoral complémentaire

1. OBJET DU PRESENT RAPPORT

Le présent rapport a pour objet la constitution des garanties financières de l'établissement O-I MANUFACTURING FRANCE à WINGLES, en vue de la mise en sécurité de certaines installations du site en cas d'arrêt des activités.

2. CONTEXTE REGLEMENTAIRE

Le décret n° 2012-633 du 3 mai 2012 fixe l'obligation de constituer des garanties financières en vue de la mise en sécurité de certaines installations classées pour la protection de l'environnement. Les dispositions de ce décret sont applicables au 1^{er} juillet 2012.

L'établissement O-I MANUFACTURING FRANCE à WINGLES, qui exploite des installations de fabrication de bouteilles en verre sur le territoire de la commune de WINGLES est concerné par cette obligation.

3. PRESENTATION SUCCINCTE DE L'ETABLISSEMENT – SITUATION ADMINISTRATIVE

La verrerie a été créée en 1924 pour la fabrication de verre plat. En 1976, l'activité du site est reconvertie vers la fabrication du verre creux. Depuis 2002, le site est dédié uniquement à la fabrication de bouteilles de bière.

Fin juin 2004, la société BSN a été rachetée par le groupe OWENS ILLINOIS, premier verrier mondial (une bouteille sur deux produites dans le monde provient de ce groupe).

L'usine de Wingles possède un outil de production modeste (1 four) mais puissant (4 lignes de fabrication contenant au total 130 cavités).

Le four a une superficie de 140 m² et tire 480 t/j de verre (procédé en continu).

Le mélange introduit dans le four est constitué à 93 % de calcin recyclé, de 5% de silice, d'un fondant (carbonate de soude), de calcaire et enfin d'un colorant (chromite).

La particularité du site de Wingles est d'être le premier consommateur de calcin français (l'utilisation du calcin permet de diminuer significativement les consommations d'énergie de fusion et les émissions de CO₂).

Le mélange est chauffé en surface par des brûleurs fonctionnant au gaz et par convection par des électrodes placées au cœur du mélange en fusion (boosting électrique).

Ensuite, le mélange en fusion (1350°C) transite vers un bassin de travail (ajustement des conditions de viscosité permettant le travail du verre), puis le verre en fusion est distribué dans les machines de fabrication (moules).

Au final, les bouteilles subissent un traitement à chaud en phase vapeur (tétrachlorure de titane ou d'étain) et un recuit.

L'activité principale d'O-I Manufacturing France Usine de Wingles consiste donc en la fabrication de bouteilles en verre. La capacité de production avoisine les 150 000 tonnes par an.

La société O-I Manufacturing France Usine de Wingles fonctionne sous couvert d'un arrêté préfectoral d'autorisation daté du 5 août 1996 et de 5 arrêtés préfectoraux complémentaires datés du 15 septembre 1998, du 8 février 2001, du 12 juin 2001, du 17 mai 2005 et du 23 juillet 2009.

Le site est notamment autorisé pour les rubriques 2530-1-a (Fabrication et travail du verre), 2920-2-a (installation de compression d'air).

4. EXAMEN DU MONTANT DES GARANTIES FINANCIERES PROPOSÉ

Conformément à l'arrêté ministériel du 31/05/2012 fixant la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution des garanties financières en application du 5° de l'article R.516-1 du Code de l'Environnement, le site exploité par la société O-I MANUFACTURING FRANCE est concerné par la rubrique suivante de la nomenclature des installations classées :

- 2530 : Fabrication et travail du verre,

Cette installation est visée en annexe I de l'arrêté ministériel précité et la constitution des garanties financières correspondantes, pour les sites existants, doit être effective au 1^{er} juillet 2014.

La société O-I MANUFACTURING FRANCE a fourni à l'inspection une proposition de montant de garanties financières par transmission du 17 décembre 2013 complétée par la transmission du 16 mai 2014.

Après examen, il s'avère que le montant proposé est établi :

- en tenant compte de l'ensemble des activités concernées qui sont exercées sur le site.
- conformément aux dispositions de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012, relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées et des garanties additionnelles en cas de mise en œuvre de mesures de gestion de la pollution des sols et des eaux souterraines.
- sur la base des données caractérisant le site figurant dans les dossiers techniques portés à la connaissance de l'Inspection et des arrêtés préfectoraux en vigueur.

Le montant de base de la proposition de garanties financières s'élève à 328 822 €, décomposé comme suit :

Réf réglementaire du montant	Objet	Montant
M _e	mesures de gestion des produits dangereux et des déchets	65 907,00 €
M _i	suppression des risques d'incendie ou d'explosion, vidange et inertage des cuves enterrées de carburants	0 €
M _c	interdictions ou limitations d'accès au site	915 €
M _s	surveillance des effets de l'installation sur l'environnement	82 000 €
M _g	surveillance du site : gardiennage ou équivalent	180 000 €

Compte tenu du montant de base des garanties, et en intégrant le coefficient pondérateur de prise en compte des coûts liés à la gestion du chantier (Sc) ainsi que l'indice α , d'actualisation des coûts, égal à 1,0577 à la date d'établissement du présent rapport (indice TP01 d'octobre 2013 : 703,6 et taux de TVA égal à 20 %), selon la formule ci-après :

$$M = Sc * [Me + \alpha (Mi + Mc + Ms + Mg)]$$

L'inspection retient à **381 949 €** le montant des garanties financières à constituer par la société O-I MANUFACTURING FRANCE.

5. CONCLUSION

Nous proposons à M. le Préfet du département du Pas-de-Calais, en application de l'article R.516-1 du Code de l'Environnement et dans les formes prévues à l'article R.512-31 du même code, après avoir recueilli l'avis des membres du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques, de prescrire à la société O-I MANUFACTURING FRANCE, le montant des garanties financières qui lui sont applicables pour les installations de fabrication de bouteilles en verre qu'elle exploite à WINGLES.

Ce montant est fixé à **381 949 €** et les modalités de constitution sont précisées dans le projet d'arrêté, suivant les dispositions réglementaires prévues à l'arrêté ministériel du 31/07/2012, relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R.516-1 et suivants du Code de l'Environnement.

Le projet d'arrêté préfectoral complémentaire correspondant à cette proposition est joint en annexe.

Ce projet a été transmis à l'exploitant pour information le 21/05/2014.

L'inspecteur de l'Environnement
Spécialité « Installations Classées »,


Franck WAREMBOURG.

Vu et transmis avec avis conforme à M. le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement du Nord – Pas-de-Calais – Service Risques -

Béthune, le **26 MAI 2014**

Le Chef de l'Unité Territoriale de l'Artois,
Ingénieur Divisionnaire de l'Industrie et des Mines, Chef de Mission,



Frédéric MODRZEJEWSKI.

Vu et transmis avec avis conforme à Monsieur le Préfet du Département du Pas-de-Calais - **Direction des Affaires Générales - Bureau des Procédures d'Utilité Publique – Section Installations Classées.**
Pour présentation au CODERST

Lille, le **06 JUIN 2014**
P/le Directeur, par délégation,
Le Chef du Service Risques,



Alexandre DOZIÈRES.

O-I MANUFACTURING FRANCE – WINGLES

Projet d'arrêté préfectoral complémentaire

VU le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L.511-1, R.512-31 et L.516-1, R.516-1 et R.516-2 relatifs à la constitution des garanties financières pour certaines catégories d'installations classées ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'activité des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret du 26 janvier 2012 portant nomination de M. Denis ROBIN en qualité de Préfet du Pas-de-Calais (hors classe) ;

VU l'arrêté ministériel du 31/05/2012 fixant la liste de l'environnement soumises à l'obligation de constitution des garanties financières en application du 5° de l'article R.516-1 du Code de l'Environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 31/05/2012 relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées et des garanties additionnelles en cas de mise en œuvre de mesures de gestion de la pollution des sols et des eaux souterraines ;

VU l'arrêté ministériel du 31/07/2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R.516-1 et suivants du Code de l'Environnement ;

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation du 05 août 1996 modifié, délivré à la Société O-I MANUFACTURING FRANCE (ex-société BSN Emballage), pour une activité de fabrication de verre, Avenue de la verrerie à WINGLES.

VU la proposition de calcul du montant des garanties financières transmise par la société OI-MANUFACTURING FRANCE, en date du 17 décembre 2013 et complétée par message électronique du 16 mai 2014 ;

VU le rapport de M. le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement, et du Logement en date du **XX/XX/2014** ;

VU l'envoi des propositions de l'Inspection de l'environnement au pétitionnaire en date du **XX/XX/2014** ;

VU l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques en date du **XX/XX/2014**, à la séance duquel le pétitionnaire était **XXXXXXXX** ;

CONSIDERANT qu'il s'avère nécessaire d'imposer à la société OI-MANUFACTURING FRANCE, des prescriptions complémentaires en application de l'article R.512-31 du Code de l'Environnement en vue de la constitution de garanties financières pour la mise en sécurité des installations ;

VU l'envoi du projet d'arrêté préfectoral complémentaire au pétitionnaire en date du **XX/XX/2014** ;

VU l'accord de la société OI-MANUFACTURING FRANCE formulé par courrier en date du **XX/XX/2014** (**ou l'absence d'observations dans le délai réglementaire**) ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2013-10-135 en date du 1^{er} juillet 2013 portant délégation de signature ;

SUR la proposition de Mme le Secrétaire Général de la Préfecture du Pas-de-Calais ;

ARRÊTE :

ARTICLE 1 – OBJET

La société OI-MANUFACTURING FRANCE, dont le siège social est situé 64 Boulevard du 11 novembre 1918 – 69 611 VILLEURBANNE CEDEX, ci-après dénommée l'exploitant, est tenue, pour les installations de fabrication de bouteilles en verre qu'elle exploite avenue de la verrerie sur le territoire de la commune de WINGLES, de constituer des garanties financières pour la mise en sécurité de ses installations.

ARTICLE 2 – OBJET DES GARANTIES FINANCIERES

Les garanties financières définies dans le présent arrêté sont rendues exigibles par l'exploitation de l'activité classée suivante :

RUBRIQUES	DESIGNATION DES ACTIVITES	CARACTERISTIQUES DES INSTALLATIONS	MONTANT DE BASE DES GARANTIES FINANCIERES
2530	Fabrication et travail du verre, la capacité de production du four de fusion est supérieur à 20 tonnes/Jour : A	Fabrication de bouteilles en verre	328 822 € (montant de base, hors coefficient pondérateur et hors actualisation)

ARTICLE 3 – MONTANT DES GARANTIES FINANCIERES

Le montant des garanties financières à constituer est fixé à **381 949 euros** (montant de base visé ci-dessus auquel ont été appliqués le coefficient pondérateur et l'indice d'actualisation des coûts visés en annexe I de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 susvisé, relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations).

L'indice d'actualisation intervenant dans le calcul du montant fixé ci-dessus est égal à 1,0577 ; il retient l'indice TP01 d'octobre 2013 : 703,6 et le taux de TVA en vigueur de 20 %.

ARTICLE 4 – DELAI DE CONSTITUTION DES GARANTIES FINANCIERES

L'échéancier de constitution des garanties financières est le suivant :

- constitution de 20 % du montant initial des garanties financières au plus tard pour le 1^{er} juillet 2014.
- constitution supplémentaire de 20 % du montant initial des garanties financières par an pendant quatre ans.

Si l'exploitant opte pour la constitution des garanties financières sous la forme de consignation entre les mains de la Caisse des Dépôts et consignations, l'échéancier est le suivant :

- constitution de 20 % du montant initial des garanties financières au plus tard pour le 1^{er} juillet 2014
- constitution supplémentaire de 10 % du montant initial des garanties financières par an pendant huit ans.

ARTICLE 5 – ATTESTATION DE LA CONSTITUTION DES GARANTIES FINANCIERES

L'exploitant transmet au Préfet, dans les délais prévus à l'article 4, les documents attestant de la constitution des garanties financières. Ces documents doivent être conformes aux dispositions de l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 susvisé.

ARTICLE 6 – RENOUVELLEMENT DES GARANTIES FINANCIERES

Le renouvellement des garanties financières intervient au moins trois mois avant la date d'échéance des documents prévus à l'article 5 du présent arrêté.

Pour attester du renouvellement des garanties financières, l'exploitant adresse au Préfet, au moins trois mois avant la date d'échéance, un nouveau document dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 susvisé.

ARTICLE 7 – ACTUALISATION DES GARANTIES FINANCIERES

L'exploitant est tenu d'actualiser le montant des garanties financières et en atteste auprès du Préfet dans les cas suivants :

- tous les cinq ans au prorata de la variation de l'indice publié TP 01,
- sur une période au plus égale à cinq ans, lorsqu'il y a une augmentation supérieure à 15 % de l'indice TP01, et ce dans les six mois qui suivent ces variations.

ARTICLE 8 – REVISION DU MONTANT DES GARANTIES FINANCIERES

Toute modification des conditions d'exploitation doit être signalée dans les conditions prévues par l'article R.512-33 du Code de l'Environnement ; elle peut entraîner la révision du montant des garanties financières.

ARTICLE 9 – ABSENCE DE GARANTIES FINANCIERES

Outre les sanctions définies à l'article L.516-1 du Code de l'Environnement, l'absence de garanties financières peut entraîner la suspension du fonctionnement des installations classées visées au présent arrêté, après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L.171-8 de ce code. Conformément à l'article L.171-9 du même code, pendant la durée de la suspension, l'exploitant est tenu d'assurer à son personnel le paiement des salaires, indemnités et rémunérations de toute nature auxquels il avait droit jusqu'alors.

ARTICLE 10 – APPEL DES GARANTIES FINANCIERES

En cas de défaillance de l'exploitant, le Préfet peut faire appel aux garanties financières :

- lors d'une intervention en cas d'accident ou de pollution mettant en cause directement ou indirectement les installations soumises à garanties financières,
- ou pour la mise sous surveillance et le maintien en sécurité des installations soumises à garanties financières lors d'un événement exceptionnel susceptible d'affecter l'environnement.

ARTICLE 11 – LEVEE DE L'OBLIGATION DES GARANTIES FINANCIERES

L'obligation de garanties financières est levée à la cessation d'activité des installations visées à l'article 2, et après réalisation satisfaisante des travaux couverts par les garanties financières.

En application de l'article R.516-5 du Code de l'Environnement, le Préfet peut demander la réalisation, aux frais de l'exploitant, d'une évaluation critique par un tiers expert des éléments techniques justifiant la levée de l'obligation de garanties financières.

Les conditions de levée de l'obligation de garanties financières font l'objet d'un constat écrit de l'Inspection de l'environnement dans le cadre de la procédure de cessation d'activité prévue aux articles R.512-39-1 à R.512-39-3 du Code de l'Environnement.

L'obligation de garanties financières est levée par arrêté préfectoral.

